

Art. 15. Dans l'article 356-3, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, les mots "ou cohabitant" sont remplacés par les mots ", cohabitant ou ancien partenaire".

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 20 février 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

—
Note

Chambre des représentants
(www.lachambre.be)
Documents. 54-1152

Art. 15. In artikel 356-3, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, worden de woorden "of de persoon met wie deze samenwoont" vervangen door de woorden ", de persoon met wie deze samenwoont of de voormalige partner".

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleeft en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 februari 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

—
Nota

Kamer van volksvertegenwoordigers
(www.dekamer.be) :
Stukken. 54-1152

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2017/11305]

5 MARS 2017. — Arrêté royal portant exécution de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et sociétés de bourse, en ce qui concerne le soutien financier exceptionnel des pouvoirs publics et les instruments de résolution

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise à exécuter les articles 244, § 4, 250, § 3, 259, § 2, 267/7, § 5, 269, § 2, 280, § 1^{er}, 3^o et 588 de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse (ci-après la loi du 25 avril 2014). Il s'agit de dispositions qui portent sur les cas où il n'est pas tenu compte du soutien financier exceptionnel des pouvoirs publics lors de l'évaluation des conditions pour le lancement d'une procédure de résolution et de différentes dispositions de détail relatives à l'application de certains instruments de résolution.

En exécutant ces articles, un nombre limité de dispositions de la Directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive 82/891/CEE du Conseil, et les directives 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE, 2011/35/UE, 2012/30/UE et 2013/36/UE et les règlements (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil (dénommée ci-après directive 2014/59/UE) sont transposées en droit belge.

Il a été tenu compte des remarques du Conseil d'État.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

Conformément à l'avis du Conseil d'État et à l'article 130, paragraphe 2, de la directive 2014/59/UE, il y a lieu de faire référence à la transposition de cette directive.

Article 2

Cet article comporte une définition, d'une part, de la loi du 25 avril 2014 et, d'autre part, des établissements (établissements de crédit et sociétés de bourse) qui sont visés dans l'arrêté. Pour le reste, les définitions utilisées dans la loi du 25 avril 2014 s'appliquent.

Article 3

Cet article exécute les articles 244, § 4 et 250, § 3 de la loi du 25 avril 2014 et assure la transposition de l'article 32, paragraphe 4, sous d) de la directive 2014/59/UE. Il prévoit à quelle conditions l'autorité de résolution ne tient pas compte du soutien financier des pouvoirs

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2017/11305]

5 MAART 2017. — Koninklijk besluit tot uitvoering van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen, wat de uitzonderlijke overheidssteun en de afwikkelings-instrumenten betreft

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben ter ondertekening aan Uwe Majesteit voor te leggen, voorziet in de uitvoering van de artikelen 244, § 4, 250, § 3, 259, § 2, 267/7, § 5, 269, § 2, 280, § 1, 3^o en 588 van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen (hierna : de wet van 25 april 2014). Het betreft bepalingen die betrekking hebben op de gevallen waarin geen rekening wordt gehouden met uitzonderlijke overheidssteun bij het beoordelen van de voorwaarden voor het initiëren van een afwikkelingsprocedure, en diverse detailbepalingen inzake de toepassing van bepaalde afwikkelingsinstrumenten.

Door uitvoering te geven aan deze artikelen worden tevens een beperkt aantal bepalingen van Richtlijn 2014/59/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 betreffende de totstandbrenging van een kader voor het herstel en de afwikkeling van kredietinstellingen en beleggingsondernemingen en tot wijziging van Richtlijn 82/891/EEG van de Raad en de Richtlijnen 2001/24/EG, 2002/47/EG, 2004/25/EG, 2005/56/EG, 2007/36/EG, 2011/35/EU, 2012/30/EU en 2013/36/EU en de Verordeningen (EU) nr. 1093/2010 en (EU) nr. 648/2012, van het Europees Parlement en de Raad omgezet in het Belgisch recht (hierna : Richtlijn 2014/59/EU).

Er werd rekening gehouden met de opmerkingen van de Raad van State.

ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1

Overeenkomstig het advies van de Raad van State en artikel 130, paragraaf 2, van Richtlijn 2014/59/EU, dient te worden verwezen naar de omzetting van deze richtlijn.

Artikel 2

Dit artikel bevat een definitie van enerzijds de wet van 25 april 2014 en anderzijds van de instellingen (kredietinstellingen en beursvennootschappen) die geïdificeerd worden in het besluit. Voor het overige gelden de definities die gehanteerd worden in de wet van 25 april 2014.

Artikel 3

Dit artikel geeft uitvoering aan de artikelen 244, § 4 en 250, § 3 van de wet van 25 april 2014 en verzekert de omzetting van artikel 32, lid 4, onder d) van Richtlijn 2014/59/EU. Het bepaalt onder welke voorwaarden de afwikkelingsautoriteit geen rekening houdt met overheidssteun

publics lors de l'évaluation des conditions pour lancer une procédure de résolution et pour exercer la compétence d'amortir ou de convertir des instruments de fonds propres.

Article 4

Cet article exécute les articles 259, § 2 et 267/7, § 5 de la loi du 25 avril 2014 et assure la transposition des articles 38, paragraphe 9 et 47, paragraphe 5 de la directive 2014/59/UE. Il règle :

- en cas d'application de l'instrument de vente de l'entreprise, les effets juridiques du transfert d'actions ou d'autres titres de propriété et l'exercice des droits qui y sont associés durant la période d'évaluation de l'acquéreur par l'autorité de contrôle;

- les effets juridiques de l'application de l'instrument de renflouement interne (bail-in) et de la conversion des instruments de fonds propres tels que visés à l'article 267/7, § 1^{er} de la loi et l'exercice des droits liés aux actions ou autres titres de propriété transférés pendant la période d'évaluation de l'acquéreur par l'autorité de contrôle; et

- les effets juridiques d'une éventuelle opposition de l'autorité de contrôle contre le transfert.

Articles 5, 6 et 7

Ces articles exécutent l'article 269, § 2 de la loi du 25 avril 2014 et garantissent ainsi la transposition respectivement des articles 38, paragraphe 6, 40, paragraphe 7 et 42, paragraphe 10 de la directive 2014/59/UE. Ces articles définissent les conditions auxquelles l'autorité de résolution peut retransférer ("retransfert") à l'entreprise en résolution ou à ses propriétaires originaux des actions, des titres de propriété, des actifs, des droits ou des engagements qui avaient été transférés à un acquéreur avec application de l'instrument de la vente de l'entreprise, de l'établissement-relais ou de la séparation des actifs.

Article 8

Cet article exécute l'article 280, § 1^{er}, 3^o de la loi du 25 avril 2014 et garantit ainsi la conversion de l'article 71, paragraphe 2 de la directive 2014/59/UE. Il définit à quelles conditions l'autorité de résolution peut suspendre les droits de résiliation d'une partie à un contrat avec une filiale d'un établissement en résolution.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

Avis 60.602/2 du 28 décembre 2016 sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et sociétés de bourse, en ce qui concerne l'établissement des plans de résolution et des plans de résolution de groupe et l'évaluation de la résolvabilité"

Le 5 décembre 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances, chargé de la Lutte contre la fraude fiscale à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et sociétés de bourse, en ce qui concerne l'établissement des plans de résolution et des plans de résolution de groupe et l'évaluation de la résolvabilité".

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 28 décembre 2016. La chambre était composée de Pierre Liénardy, président de chambre, Bernard Blero et Wanda Vogel, conseillers d'État, et Anne-Catherine Van Geersdaele, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc Paquet, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre Vandernoot, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 28 décembre 2016.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la

bij het beoordelen van de voorwaarden voor het initiëren van een afwikkelingsprocedure en voor het uitoefenen van de bevoegdheid om kapitaalinstrumenten af te schrijven of om te zetten.

Artikel 4

Dit artikel geeft uitvoering aan de artikelen 259, § 2 en 267/7, § 5 van de wet van 25 april 2014 en verzekert de omzetting van de artikelen 38, lid 9 en 47, lid 5 van Richtlijn 2014/59/EU. Het regelt :

- in geval van toepassing van het instrument van verkoop van de onderneming, de rechtsgevolgen van de overdracht van aandelen of andere eigendomsinstrumenten en de uitoefening van de daaraan verbonden rechten tijdens de periode van beoordeling van de overnemer door de toezichthouder;

- de rechtsgevolgen van de toepassing van het instrument van interne versterking (bail-in) en van de omzetting van kapitaalinstrumenten als bedoeld in artikel 267/7, § 1 van de wet en de uitoefening van de rechten verbonden aan de toegewezen aandelen of andere eigendomsinstrumenten tijdens de periode van beoordeling van de overnemer door de toezichthouder; en

- de gevolgen van een eventueel verzet van de toezichthouder tegen de overdracht.

Artikelen 5, 6 en 7

Deze artikelen geven uitvoering aan artikel 269, § 2 van de wet van 25 april 2014, en verzekeren aldus de omzetting van respectievelijk de artikelen 38, lid 6, 40, lid 7 en 42, lid 10 van Richtlijn 2014/59/EU. Deze artikelen bepalen de voorwaarden waaronder de afwikkelingsautoriteit aandelen, eigendomsinstrumenten, activa, rechten of verbintenissen die aan een ontvanger werden overgedragen met toepassing van het instrument van de verkoop van de onderneming, de overbruggingsinstelling of de afsplitsing van activa, opnieuw aan de instelling in afwikkeling of aan zijn oorspronkelijke eigenaars kan overdragen (zogenaamde retouroverdracht).

Artikel 8

Dit artikel geeft uitvoering aan artikel 280, § 1, 3^o van de wet van 25 april 2014 en verzekert aldus de omzetting van artikel 71, lid 2 van Richtlijn 2014/59/EU. Het bepaalt onder welke voorwaarden de afwikkelingsautoriteit de beëindigingsrechten van een partij bij een overeenkomst met een dochteronderneming van een instelling in afwikkeling kan opschorten.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

Advies 60.602/2 van 28 december 2016 over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen, wat de opmaak van afwikkelingsplannen en groepsafwikkelingsplannen en de beoordeling van de afwikkelbaarheid betreft"

Op 5 december 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën, belast met Bestrijding van de fiscale fraude verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen, wat de opmaak van afwikkelingsplannen en groepsafwikkelingsplannen en de beoordeling van de afwikkelbaarheid betreft".

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 28 december 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre Liénardy, kamervoorzitter, Bernard Blero en Wanda Vogel, staatsraden, en Anne-Catherine Van Geersdaele, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc Paquet, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre Vandernoot, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 28 december 2016.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de

compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

1. Il y a lieu de mentionner dans l'alinéa 1^{er} du préambule que les articles 441, § 2, et 448, § 5, de la loi du 25 avril 2014 "relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse" y ont été insérés par l'arrêté royal du 26 décembre 2015, lui-même confirmé par la loi du 27 juin 2016, et que l'article 581 de la même loi du 25 avril 2014 y a été inséré par la loi du 25 octobre 2016.

2. Conformément à l'article 10 de l'arrêté royal du 21 décembre 2013 "portant exécution du titre 2, chapitre 2 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative", le préambule des arrêtés soumis à l'analyse d'impact doit mentionner "l'existence de l'analyse d'impact effectuée ou à défaut, le motif d'une dispense ou exception visée à l'article 8 de la même loi".

Il y a dès lors lieu d'insérer dans le préambule un nouvel alinéa ainsi rédigé :

"Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative ;".

3. Dès lors que le projet tend à transposer partiellement la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 "établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive 82/891/CEE du Conseil ainsi que les directives du Parlement européen et du Conseil 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE, 2011/35/UE, 2012/30/UE et 2013/36/UE et les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 648/2012", il y a lieu d'en faire état dans un article 1^{er} nouveau conformément à l'article 130, paragraphe 2, de cette directive.

L'intitulé du chapitre 1^{er} sera revu en conséquence (1).

4. Dans le texte français, l'auteur veillera à transposer le plus exactement possible la version française de la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014.

5. Dans l'article 1^{er}, 2°, du projet, il convient d'insérer les mots "alinéa 1^{er}," après les mots "article 1^{er}, § 3,".

6. L'article 3, deuxième phrase, exprime une règle déjà consacrée par l'article 440, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 25 avril 2014.

Des dispositions qui ne font que rappeler une norme supérieure, en la reproduisant ou en la paraphrasant, n'ont en principe pas leur place dans des règles d'exécution, notamment parce que la nature juridique des règles reproduites pourrait devenir incertaine et que cela donne erronément à penser que l'autorité qui reproduit les règles peut les modifier.

En conséquence, la deuxième phrase de l'article 3 sera omise.

7. À l'article 4, 8°, du projet, il y a lieu de remplacer le déterminant "ses" par "leurs" dans chacune des occurrences dès lors que la notion de personnes morales se rapporte tant à celle d'établissement qu'à celle d'entité du groupe.

La même observation vaut pour les 9° et 19° du même article.

voornemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

1. In het eerste lid van de aanhef behoort vermeld te worden dat de artikelen 441, § 2, en 448, § 5, van de wet van 25 april 2014 "op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen" daarin ingevoegd zijn bij het koninklijk besluit van 26 december 2015, welk besluit zelf bekrachtigd is bij de wet van 27 juni 2016, en dat artikel 581 van dezelfde wet van 25 april 2014 daarin ingevoegd is bij de wet van 25 oktober 2016.

2. Overeenkomstig artikel 10 van het koninklijk besluit van 21 december 2013 "houdende uitvoering van titel 2, hoofdstuk 2 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging" moet in de aanhef van besluiten waarvoor een impactanalyse moet worden uitgevoerd, melding worden gemaakt "van de uitgevoerde impactanalyse of van een van de in artikel 8 van de wet vermelde vrijstellings- of uitzonderingsgronden".

In de aanhef moet bijgevolg een nieuw lid ingevoegd worden dat luidt als volgt :

"Gelet op de regelgevingsimpactanalyse, uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging,".

3. Aangezien het ontwerp strekt tot de gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2014/59/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 "betreffende de totstandbrenging van een kader voor het herstel en de afwikkeling van kredietinstellingen en beleggingsondernemingen en tot wijziging van Richtlijn 82/891/EEG van de Raad en de Richtlijnen 2001/24/EG, 2002/47/EG, 2004/25/EG, 2005/56/EG, 2007/36/EG, 2011/35/EU, 2012/30/EU en 2013/36/EU en de Verordeningen (EU) nr. 1093/2010 en (EU) nr. 648/2012, van het Europees Parlement en de Raad", behoort daarvan melding te worden gemaakt in een nieuw artikel 1, overeenkomstig artikel 130, lid 2, van die richtlijn.

Het opschrift van hoofdstuk 1 moet dienovereenkomstig herzien worden (1).

4. Wat de Franse tekst betreft, moet de steller erop toezien dat de Franse versie van richtlijn 2014/59/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 zo getrouw mogelijk omgezet wordt.

5. In artikel 1, 2°, van het ontwerp moeten de woorden ", eerste lid" ingevoegd worden na de woorden "artikel 1, § 3".

6. Artikel 3, tweede zin, stelt een regel vast die al vervat is in artikel 440, § 3, eerste lid, van de wet van 25 april 2014.

Bepalingen die enkel een hogere norm in herinnering brengen door die over te nemen of te parafraseren, horen in beginsel echter niet thuis in een uitvoeringsregeling, onder meer omdat daardoor onduidelijkheid dreigt te ontstaan omtrent de juridische aard van de overgenomen regels en aldus verkeerdelijk de indruk wordt gewekt dat de overgenomen regels kunnen worden gewijzigd door de overheid die de regels overneemt.

De tweede zin van artikel 3 moet bijgevolg weggelaten worden.

7. In artikel 4, 8°, van het ontwerp moet het bezittelijk voornaamwoord "haar" telkens vervangen worden door "hun", aangezien het begrip rechtspersonen zowel op het begrip "instelling" als op het begrip "groepsinstelling" betrekking heeft.

Wat de Franse tekst betreft, geldt deze opmerking ook voor de onderdelen 9° en 19° van hetzelfde artikel.

8. À l'article 4, 13°, il faut remplacer les mots "la compatibilité de l'information financière" par les mots "la comptabilité et l'information financière".

Le greffier,
A.-C. Van Geersdaele

Le président,
P. Liénardy

—————
Note

(1) Voir dans le même sens l'avis 60.514/2 donné le 14 décembre 2016 sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse, en ce qui concerne le soutien financier exceptionnel des pouvoirs publics et les instruments de résolution".

—————
5 MARS 2017. — Arrêté royal portant exécution de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse, en ce qui concerne le soutien financier exceptionnel des pouvoirs publics et les instruments de résolution

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse, les articles 244, § 4, 250, § 3, 259, § 2, et 269, § 2;

Vu l'article 267/7, § 5 de la même loi, inséré par l'arrêté royal du 18 décembre 2015, et confirmé par la loi du 27 juin 2016;

Vu l'article 280, § 1^{er}, 3° de la même loi, modifié par la loi du 18 décembre 2015;

Vu l'article 588 de la même loi, inséré par la loi du 25 octobre 2016;

Vu l'avis du Collège de résolution de la Banque nationale de Belgique, donné le 23 juin 2016;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 octobre 2016;

Vu l'accord de la Ministre du Budget, donné le 21 novembre 2016;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative;

Vu l'avis 60.514/2 du Conseil d'État, donné le 14 décembre 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition introductive et définitions*

Article 1^{er}. Le présent arrêté royal transpose partiellement la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive 82/891/CEE du Conseil ainsi que les directives du Parlement européen et du Conseil 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE, 2011/35/UE, 2012/30/UE et 2013/36/UE et les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 648/2012.

Art. 2. Aux fins de l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° la loi : la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse;

2° établissement : un établissement de crédit visé à l'article 1^{er}, § 3, alinéa 1^{er} de la loi ou une société de bourse visée à l'article 499, § 2, de la loi.

CHAPITRE 2. — *Soutien financier exceptionnel des pouvoirs publics*

Art. 3. § 1^{er}. Aux fins de l'application des articles 244, § 2, 4°, et 250, § 2, 3°, de la loi, il n'est pas tenu compte, dans l'évaluation des circonstances ou des conditions visées auxdits articles, du soutien financier exceptionnel des pouvoirs publics répondant aux conditions suivantes :

1° le soutien financier exceptionnel des pouvoirs publics consiste en mesures de soutien apportées en faveur d'un établissement et vise à remédier à une grave perturbation de l'économie et à préserver la stabilité financière;

8. In de Franse tekst van artikel 4, 13°, moeten de woorden "la compatibilité de l'information financière" vervangen worden door de woorden "la comptabilité et l'information financière".

De griffier,
A.-C. Van Geersdaele

De voorzitter,
P. Liénardy

—————
Nota

(1) Zie in dezelfde zin advies 60.514/2, gegeven op 14 december 2016 over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen, wat de uitzonderlijke overheidssteun en de afwikkelingsinstrumenten betreft".

—————
5 MAART 2017. — Koninklijk besluit tot uitvoering van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen, wat de uitzonderlijke overheidssteun en de afwikkelingsinstrumenten betreft

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen, de artikelen 244, § 4, 250, § 3, 259, § 2, en 269, § 2;

Gelet op artikel 267/7, § 5 van dezelfde wet, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 18 december 2015, en bevestigd bij de wet van 27 juni 2016;

Gelet op artikel 280, § 1, 3° van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 18 december 2015;

Gelet op artikel 588 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 25 oktober 2016;

Gelet op het advies het Afwikkelingscollege van de Nationale Bank van België, gegeven op 23 juni 2016;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 oktober 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 21 november 2016;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op advies 60.514/2 van de Raad van State, gegeven op 14 december 2016, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepaling en definities*

Artikel 1. Dit koninklijk besluit voorziet in de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2014/59/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 betreffende de totstandbrenging van een kader voor het herstel en de afwikkeling van kredietinstellingen en beleggingsondernemingen en tot wijziging van Richtlijn 82/891/EEG van de Raad en de Richtlijnen 2001/24/EG, 2002/47/EG, 2004/25/EG, 2005/56/EG, 2007/36/EG, 2011/35/EU, 2012/30/EU en 2013/36/EU en de Verordeningen (EU) nr. 1093/2010 en (EU) nr. 648/2012, van het Europees Parlement en de Raad.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de wet : de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen;

2° instelling: een kredietinstelling bedoeld in artikel 1, § 3, eerste lid van de wet of een beursvennootschap bedoeld in artikel 499, § 2 van de wet.

HOOFDSTUK 2. — *Uitzonderlijke overheidssteun*

Art. 3. § 1. Voor de toepassing van de artikelen 244, § 2, 4° en 250, § 2, 3° van de wet, wordt bij de beoordeling van de in die artikelen vermelde omstandigheden of voorwaarden geen rekening gehouden met overheidssteun die aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° de uitzonderlijke overheidssteun bestaat uit steunmaatregelen verleend ten gunste van een instelling en is erop gericht een ernstige verstoring van de economie te verhelpen en de financiële stabiliteit te vrijwaren;

2° le soutien financier exceptionnel des pouvoirs publics prend l'une des formes suivantes :

i) une garantie de l'État à l'appui des facilités de trésorerie accordées par les banques centrales conformément aux conditions des banques centrales;

ii) une garantie de l'État pour des éléments de passif nouvellement émis; ou

iii) une injection de fonds propres ou un achat d'instruments de fonds propres à des prix et des conditions qui ne confèrent pas un avantage à l'établissement, pour autant que les circonstances et les conditions visées aux articles 244, § 2, 1°, 2° et 3°, 250, § 2, et 457, § 1^{er}, de la loi ne s'appliquent pas au moment où le soutien des pouvoirs publics est accordé.

§ 2. Les mesures de soutien visées au paragraphe 1^{er}, 2° :

1° ne concernent que les établissements solvables;

2° doivent être approuvées en vertu du cadre des aides d'État de l'Union européenne;

3° sont des mesures prises à titre de précaution et à titre temporaire et sont proportionnées afin de remédier aux conséquences de la perturbation grave et ne sont pas utilisées pour compenser des pertes que l'établissement a subies ou est susceptible de subir dans un avenir proche.

§ 3. Les mesures de soutien visées au paragraphe 1^{er}, 2°, iii), sont limitées aux injections nécessaires pour combler les insuffisances de fonds propres constatées et confirmées dans les tests de résistance, examens de qualité des actifs ou études équivalentes menés par la Banque centrale européenne, l'Autorité bancaire européenne ou les autorités nationales compétentes.

CHAPITRE 3. — Instruments de résolution

Art. 4. § 1^{er}. Le présent article règle :

1° les effets juridiques de tout transfert d'actions ou d'autres titres de propriété visés à l'article 259, § 1^{er}, de la loi et l'exercice des droits qui y sont associés pendant la période d'évaluation de l'acquéreur par l'autorité de contrôle;

2° les effets juridiques de l'application de l'instrument de renflouement interne et de la conversion des instruments de fonds propres visés à l'article 267/7, § 1^{er}, de la loi et l'exercice des droits liés aux actions ou aux autres instruments de propriété transférés pendant la période d'évaluation de l'acquéreur par l'autorité de contrôle; et

3° les effets juridiques d'une éventuelle opposition de l'autorité de contrôle.

§ 2. Le transfert visé à l'article 259, § 1^{er}, de la loi et l'application de l'instrument de renflouement interne visée à l'article 267/7, § 1^{er}, de la loi ont un effet juridique immédiat.

§ 3. Au cours de la période d'évaluation et pendant toute période de dessaisissement prévue au paragraphe 7, le droit de vote de l'acquéreur correspondant aux actions ou autres titres de propriété transférés est suspendu et conféré à la seule autorité de résolution. L'autorité de résolution n'est soumise à aucune obligation d'exercer son droit de vote et n'est nullement responsable de l'exercice ou du non-exercice de tels droits de vote.

§ 4. Au cours de la période d'évaluation et pendant toute période de dessaisissement prévue au paragraphe 7, les sanctions et autres mesures applicables aux violations des exigences en matière d'acquisition ou de cession de participation qualifiée prévues aux articles 345, 346, 347 et 348, § 1^{er}, 3°, de la loi ne s'appliquent pas à de tels transferts d'actions ou autres titres de propriété.

§ 5. Aussi rapidement que possible après l'achèvement de l'évaluation par l'autorité de contrôle, celle-ci notifie par écrit à l'autorité de résolution et à l'acquéreur si elle approuve ou, conformément à l'article 48 de la loi, si elle s'oppose à ce transfert d'actions ou autres titres de propriété.

§ 6. Si l'autorité de contrôle approuve le transfert à l'acquéreur d'actions ou autres titres de propriété, le droit de vote correspondant à ces actions ou autres titres de propriété est réputé pleinement détenu par l'acquéreur dès la réception par l'autorité de résolution et l'acquéreur de la notification d'approbation adressée par l'autorité de contrôle.

§ 7. Si l'autorité de contrôle s'oppose au transfert à l'acquéreur d'actions ou autres titres de propriété, les dispositions suivantes s'appliquent :

i) le droit de vote correspondant à ces actions ou autres titres de propriété, comme prévu au paragraphe 3, continue de produire pleinement ses effets;

2° de uitzonderlijke overheidssteun neemt één van de volgende vormen aan :

i) een staatsgarantie ter dekking van liquiditeitsfaciliteiten die door centrale banken tegen de voor centrale banken geldende voorwaarden worden verschaft;

ii) een staatsgarantie met betrekking tot nieuwe verplichtingen; of

iii) een injectie met eigen vermogen of een aankoop van kapitaal-instrumenten tegen prijzen en onder voorwaarden die de instelling geen voordeel verschaffen, mits de omstandigheden of voorwaarden bedoeld in artikel 244, § 2, 1°, 2° en 3°, artikel 250, § 2 en artikel 457, § 1 van de wet zich niet voordoen op het ogenblik waarop de overheidssteun wordt verleend.

§ 2. De steunmaatregelen bedoeld in paragraaf 1, 2° :

1° dienen beperkt te blijven tot solvabele instellingen;

2° dienen goedgekeurd te zijn op grond van de staatssteunregels van de Europese Unie;

3° zijn voorzorgsmaatregelen van tijdelijke aard die evenredig zijn aan het doel om de gevolgen van de ernstige verstoring te verhelpen en niet mogen worden ingezet ter compensatie van verliezen die door de instelling zijn gemaakt of waarschijnlijk in de nabije toekomst worden gemaakt.

§ 3. Steunmaatregelen bedoeld in paragraaf 1, 2°, iii) dienen beperkt te blijven tot injecties die noodzakelijk zijn om kapitaaltekorten aan te zuiveren die zijn vastgesteld en bevestigd in stresstests, doorlichtingen van de kwaliteit van activa of soortgelijke oefeningen uitgevoerd door de Europese Centrale Bank, de Europese Bankautoriteit of de bevoegde nationale autoriteiten.

HOOFDSTUK 3. — Afwikkelingsinstrumenten

Art. 4. § 1. Dit artikel regelt :

1° de rechtsgevolgen van een overdracht van aandelen of andere eigendomsinstrumenten als bedoeld in artikel 259, § 1 van de wet en de uitoefening van de daaraan verbonden rechten tijdens de periode van beoordeling van de overnemer door de toezichthouder;

2° de rechtsgevolgen van de toepassing van het instrument van interne versterking en van de omzetting van kapitaalinstrumenten als bedoeld in artikel 267/7, § 1 van de wet en de uitoefening van de rechten verbonden aan de toegewezen aandelen of andere eigendomsinstrumenten tijdens de periode van beoordeling van de overnemer door de toezichthouder; en

3° de gevolgen van een eventueel verzet van de toezichthouder.

§ 2. De overdracht bedoeld in artikel 259, § 1 van de wet en de toepassing van het instrument van interne versterking als bedoeld in artikel 267/7, § 1 van de wet hebben onmiddellijk rechtsgevolg.

§ 3. Tijdens de beoordelingsperiode en tijdens elke in paragraaf 7 bepaalde afstotingsperiode wordt het stemrecht van de overnemer met betrekking tot de overgedragen aandelen of andere eigendomsinstrumenten geschorst en heeft alleen de afwikkelingsautoriteit stemrecht. De afwikkelingsautoriteit is niet verplicht het stemrecht uit te oefenen en is niet aansprakelijk voor het al dan niet uitoefenen daarvan.

§ 4. Tijdens de beoordelingsperiode en tijdens elke in paragraaf 7 bepaalde afstotingsperiode zijn de sancties en andere maatregelen die in de artikelen 345, 346, 347 en 348, § 1, 3° van de wet zijn beoogd voor overtredingen op de voorschriften aangaande verwerving of vervreemding van gekwalificeerde deelnemingen niet van toepassing op die overdracht van aandelen of andere eigendomsinstrumenten.

§ 5. Onmiddellijk na de voltooiing van haar beoordeling stelt de toezichthouder de afwikkelingsautoriteit en de overnemer schriftelijk ervan in kennis dat zij die overdracht van aandelen of andere eigendomsinstrumenten aan de overnemer goedkeurt dan wel, overeenkomstig artikel 48 van de wet, daartegen is gekant.

§ 6. Indien de toezichthouder de overdracht van aandelen of andere eigendomsinstrumenten aan de overnemer goedkeurt, wordt het stemrecht met betrekking tot die aandelen of andere eigendomsinstrumenten geacht ten volle bij de overnemer te liggen zodra de afwikkelingsautoriteit en de overnemer de kennisgeving van de goedkeuring door de toezichthouder hebben ontvangen.

§ 7. Indien de toezichthouder gekant is tegen de overdracht van aandelen of andere eigendomsinstrumenten aan de overnemer, geldt het volgende :

i) het stemrecht met betrekking tot de aandelen of andere eigendomsinstrumenten als bedoeld in paragraaf 3 blijft volledig van kracht;

ii) l'autorité de résolution peut exiger de l'acquéreur qu'il se dessaisisse de ces actions ou autres titres de propriété pendant une période de dessaisissement déterminée par l'autorité de résolution, compte tenu des conditions du marché; et

iii) si l'acquéreur ne procède pas à ce dessaisissement avant la fin de la période fixée par l'autorité de résolution, l'autorité de contrôle, avec l'approbation de l'autorité de résolution, peut imposer à l'acquéreur des sanctions et autres mesures applicables aux violations des exigences en matière d'acquisition ou de cession de participation qualifiée prévues aux articles 345, 346 et 347 de la loi.

Art. 5. Après avoir appliqué l'instrument de cession des activités sur base de l'article 256, § 1^{er} de la loi, l'autorité de résolution peut, avec le consentement de l'acquéreur, exercer les pouvoirs de transfert à l'égard des actifs, droits ou engagements transférés à l'acquéreur, en vue de retransférer ces actifs, droits ou engagements à l'établissement soumis à une procédure de résolution ou les actions ou autres titres de propriété à leurs propriétaires initiaux, et l'établissement soumis à une procédure de résolution ou les propriétaires initiaux sont obligés de reprendre les actifs, droits ou engagements ou les actions ou autres titres de propriété en question.

Art. 6. L'autorité de résolution peut retransférer à l'établissement ou aux propriétaires initiaux des actions ou autres titres de propriété, actifs, droits ou engagements qui ont été transférés à un établissement-relais sur base de l'article 260, § 1^{er} de la loi :

1° lorsque la possibilité d'un tel retransfert est mentionnée expressément dans l'acte utilisé pour procéder au transfert initial; ou

2° lorsque les actions ou autres titres de propriété, actifs, droits ou engagements considérés n'entrent en fait pas dans les catégories des actions ou autres titres de propriété, actifs, droits ou engagements précisés dans l'acte relatif au transfert ou ne remplissent pas les conditions applicables pour être transférés.

Un tel retransfert peut avoir lieu dans le délai donné et aux conditions stipulées par l'acte utilisé pour le transfert initial.

Art. 7. L'autorité de résolution peut retransférer à l'établissement soumis à une procédure de résolution des actifs, droits ou engagements qui ont été transférés à une structure de gestion des actifs sur base de l'article 265, § 1^{er} de la loi :

1° lorsque la possibilité de retransférer les actifs, droits ou engagements considérés est mentionnée expressément dans l'acte relatif au transfert; ou

2° lorsque les actifs, droits ou engagements considérés n'entrent en fait pas dans les catégories d'actifs, de droits ou d'engagements mentionnées dans l'acte relatif au transfert ou ne remplissent pas les conditions spécifiées applicables pour être transférés.

Un tel retransfert peut avoir lieu dans le délai donné et aux conditions stipulées par l'acte utilisé pour le transfert initial.

Art. 8. Aux fins de l'application de l'article 280, § 1^{er}, 3°, de la loi, l'autorité de résolution peut suspendre les droits de résiliation de toute partie à un contrat conclu avec une filiale d'un établissement soumis à une procédure de résolution lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1° l'exécution des obligations qui découlent dudit contrat est garantie ou soutenue d'une autre manière par l'établissement;

2° les droits de résiliation qui découlent dudit contrat sont fondés uniquement sur l'insolvabilité ou sur la situation financière de l'établissement; et

3° pour autant qu'un droit de transfert ait été ou puisse être exercé vis-à-vis de l'établissement, soit :

i) tous les actifs et passifs de la filiale correspondant audit contrat ont été ou peuvent être transférés à l'acquéreur et assumés par celui-ci; soit

ii) l'autorité de résolution fournit par tout autre moyen une protection adéquate pour ces obligations.

La suspension prend effet à compter de la publication de l'avis requis par l'article 295, 1°, de la loi, jusqu'à minuit le jour ouvrable suivant la publication.

ii) de afwikkelingsautoriteit kan van de overnemer verlangen dat hij afstand doet van de aandelen of andere eigendomsinstrumenten binnen een afstotingsperiode die door de afwikkelingsautoriteit is vastgesteld, rekening houdend met de heersende marktomstandigheden; en

iii) indien de overnemer de afstoting niet voltooit binnen de door de afwikkelingsautoriteit vastgestelde afstotingsperiode, kan de toezichthouder, met toestemming van de afwikkelingsautoriteit, de overnemer de sancties en andere maatregelen opleggen die in de artikelen 345, 346 en 347 van de wet zijn beoogd voor overtredingen op de voorschriften inzake verwerving of afstoting van gekwalificeerde deelnemingen.

Art. 5. Na toepassing van het instrument van verkoop van de onderneming op grond van artikel 256, § 1 van de wet kan de afwikkelingsautoriteit, met de toestemming van de overnemer, de overdrachtsbevoegdheden ten aanzien van activa, rechten of verbintenissen die aan de overnemer zijn overgedragen, uitoefenen om de activa, rechten of verbintenissen terug aan de instelling in afwikkeling over te dragen of om de aandelen of andere eigendomsinstrumenten terug aan de oorspronkelijke eigenaars over te dragen, waarbij de instelling in afwikkeling of de oorspronkelijke eigenaars verplicht zijn deze activa, rechten of verbintenissen of deze aandelen of andere eigendomsinstrumenten terug te nemen.

Art. 6. De afwikkelingsautoriteit kan naar de instelling of naar de oorspronkelijke eigenaars een retouroverdracht verrichten van aandelen, andere eigendomsinstrumenten, activa, rechten of verbintenissen die aan een overbruggingsinstelling werden overgedragen op grond van artikel 260, § 1 van de wet, indien :

1° de mogelijkheid van dergelijke retouroverdracht uitdrukkelijk is vermeld in het instrument waarmee de oorspronkelijke overdracht is verricht; of

2° de specifieke aandelen of andere eigendomsinstrumenten, activa, rechten of verbintenissen feitelijk niet in de categorieën vallen van, of niet voldoen aan de voorwaarden voor de overdracht van aandelen of andere eigendomsinstrumenten, activa, rechten of verbintenissen die zijn gespecificeerd in het instrument waarbij de oorspronkelijke overdracht is verricht.

Deze retouroverdracht kan worden uitgevoerd binnen de termijn en volgens de voorwaarden die zijn vermeld in het instrument waarmee de oorspronkelijke overdracht is verricht.

Art. 7. De afwikkelingsautoriteit kan activa, rechten of verbintenissen die aan een vehikel voor activabeheer werden overgedragen op grond van artikel 265, § 1 van de wet, opnieuw aan de instelling in afwikkeling doen overdragen, indien :

1° de mogelijkheid van dergelijke retouroverdracht uitdrukkelijk is vermeld in het instrument waarmee de oorspronkelijke overdracht is verricht; of

2° de specifieke activa, rechten of verbintenissen feitelijk niet in de categorieën vallen van, of niet voldoen aan de voorwaarden voor de overdracht van activa, rechten of verbintenissen die zijn gespecificeerd in het instrument waarbij de oorspronkelijke overdracht is verricht.

Deze retouroverdracht kan worden uitgevoerd binnen de termijn en volgens de voorwaarden die zijn vermeld in het instrument waarmee de oorspronkelijke overdracht is verricht.

Art. 8. Voor de toepassing van artikel 280, § 1, 3° van de wet kan de afwikkelingsautoriteit de beëindigingsrechten van een partij bij een overeenkomst met een dochteronderneming van een instelling in afwikkeling opschorten, mits aan de volgende voorwaarden voldaan is :

1° de verplichtingen uit hoofde van die overeenkomst worden door de instelling gegarandeerd of anderszins ondersteund;

2° de beëindigingsrechten uit hoofde van die overeenkomst zijn uitsluitend gebaseerd op de insolvabiliteit of de financiële positie van de instelling; en

3° voor zover met betrekking tot de instelling een overdrachtsbevoegdheid uitgeoefend is of kan worden waardoor hetzij :

i) alle activa en passiva van de dochteronderneming in verband met die overeenkomst aan de ontvanger overgedragen zijn of aan de ontvanger overgedragen kunnen worden, en door de ontvanger overgenomen zijn of door hem overgenomen kunnen worden; hetzij

ii) de afwikkelingsautoriteit op een andere wijze passende bescherming biedt voor dergelijke verplichtingen.

De opschorting treedt in werking vanaf de bekendmaking vereist door artikel 295, 1° van de wet, tot middernacht op de werkdag volgend op die bekendmaking.

CHAPITRE 4. — *Dispositions finales*

Art. 9. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 mars 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

HOOFDSTUK 4. — *Slotbepaling*

Art. 9. De minister bevoegd voor Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 maart 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C – 2017/20264]

15 MARS 2017. — Arrêté royal portant exécution de la loi du 25 décembre 2016 instituant des amendes administratives applicables en cas d'infractions aux lois sur la navigation

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 25 décembre 2016 instituant des amendes administratives applicables en cas d'infractions aux lois sur la navigation, l'article 3, § 2, l'article 6, § 2, l'article 11, alinéa 3 et l'article 15;

Vu l'association des gouvernements de région;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 juillet 2016;

Vu l'avis 60.736/4 du Conseil d'Etat, donné le 23 janvier 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, du Ministre de la Mobilité et du Secrétaire d'Etat à la Mer du Nord,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'autorité compétente pour infliger des amendes administratives conformément à la loi du 25 décembre 2016 instituant des amendes administratives applicables en cas d'infractions aux lois sur la navigation est le Service Amendes administratives de la Direction Générale Navigation du Service public fédéral Mobilité et Transports.

Le Ministre désigne les personnes du Service Amendes administratives qui sont chargées d'infliger des amendes administratives. Les personnes désignées par le Ministre ont qualité d'officier de police judiciaire.

Art. 2. L'autorité compétente visée à l'article 1 peut accorder, en tout ou en partie, le sursis à l'exécution du paiement de l'amende pour autant qu'il n'ait pas infligé une autre amende administrative au contrevenant dans l'année qui précède la commission de l'infraction.

Art. 3. L'amende administrative doit être payée dans les 30 jours de l'établissement de l'invitation à payer et conformément aux instructions figurant sur celle-ci.

L'amende administrative est acquittée par versement ou virement.

Art. 4. Le modèle de la carte de légitimation pour les personnes désignées par le Ministre, conformément article 1, alinéa 2, est établi selon le modèle figurant à l'annexe.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C – 2017/20264]

15 MAART 2017. — Koninklijk besluit tot uitvoering van de wet van 25 december 2016 tot instelling van administratieve geldboetes van toepassing in geval van inbreuken op de scheepvaartwetten

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 25 december 2016 tot instelling van administratieve geldboetes van toepassing in geval van inbreuken op de scheepvaartwetten, artikel 3, § 2, artikel 6, § 2, artikel 11, derde lid en artikel 15;

Gelet op de betrokkenheid van de gewestregeringen;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 14 juli 2016;

Gelet op advies 60.736/4 van de Raad van State, gegeven op 23 januari 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, de Minister van Mobiliteit en de Staatssecretaris voor Noordzee,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bevoegde autoriteit voor het opleggen van administratieve geldboetes overeenkomstig de wet van 25 december 2016 tot instelling van administratieve geldboetes van toepassing in geval van inbreuken op de scheepvaartwetten is de Dienst Administratieve Geldboetes, binnen het Directoraat-generaal Scheepvaart van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer.

De Minister duidt de personen aan binnen de Dienst Administratieve Geldboetes die belast zijn met het opleggen van administratieve geldboetes. De door de Minister aangeduide personen hebben de bevoegdheid van officier van gerechtelijke politie.

Art. 2. De bevoegde autoriteit bedoeld in artikel 1 kan geheel of gedeeltelijk uitstel van de tenuitvoerlegging van de betaling van de geldboete toekennen voor zover hij geen andere administratieve geldboete heeft opgelegd aan de overtreder in het jaar voorafgaand aan het begaan van de inbreuk.

Art. 3. De administratieve geldboete dient betaald te worden binnen de 30 dagen na opmaak van de betalingsuitnodiging en volgens de instructies die op de betalingsuitnodiging vermeld worden.

De administratieve geldboete wordt voldaan door storting of overschrijving.

Art. 4. Het model van legitimatiekaart, van de overeenkomstig artikel 1, tweede lid, door de Minister aangeduide personen, komt overeen met het model van de bijlage.